

La lutte contre les coupures de 103 millions de dollars dans l'aide financière aux études (AFÉ)

Hugo Beauregard-Langelier

sous la direction de Yvan Comeau

avec la collaboration de
Luu Thuy-Diep

Février 2007

Les Cahiers du CRISES
Collection Mouvements sociaux
MS0702

Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)

Collection Mouvements sociaux – no MS0702

«**La lutte contre les coupures de 103 millions de dollars dans l'aide financière aux études (AFÉ)**»

Hugo Beauregard-Langelier

ISBN-10 : **2-89605-270-4**

ISBN-13 : **978-2-89605-270-7**

EAN : **9782896052707**

Dépôt légal : 2007

Bibliothèque nationale du Canada

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

PRÉSENTATION DU CRISES

Notre Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) est une organisation interuniversitaire qui étudie et analyse principalement « les innovations et les transformations sociales ».

Une innovation sociale est une intervention initiée par des acteurs sociaux pour répondre à une aspiration, subvenir à un besoin, apporter une solution ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier des relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer de nouvelles orientations culturelles.

En se combinant, les innovations peuvent avoir à long terme une efficacité sociale qui dépasse le cadre du projet initial (entreprises, associations, etc.) et représenter un enjeu qui questionne les grands équilibres sociétaux. Elles deviennent alors une source de transformations sociales et peuvent contribuer à l'émergence de nouveaux modèles de développement.

Les chercheurs du CRISES étudient les innovations sociales à partir de trois axes complémentaires : le territoire, les conditions de vie et le travail et l'emploi.

Axe innovations sociales, développement et territoire

- Les membres de l'axe développement et territoire s'intéressent à la régulation, aux arrangements organisationnels et institutionnels, aux pratiques et stratégies d'acteurs socio-économiques qui ont une conséquence sur le développement des collectivités et des territoires. Ils étudient les entreprises et les organisations (privées, publiques, coopératives et associatives) ainsi que leurs interrelations, les réseaux d'acteurs, les systèmes d'innovation, les modalités de gouvernance et les stratégies qui contribuent au développement durable des collectivités et des territoires.

Axe innovations sociales et conditions de vie

- Les membres de l'axe conditions de vie repèrent et analysent des innovations sociales visant l'amélioration des conditions de vie, notamment en ce qui concerne la consommation, l'emploi du temps, l'environnement familial, l'insertion sur le marché du travail, l'habitat, les revenus, la santé et la sécurité des personnes. Ces innovations se situent, généralement, à la jonction des politiques publiques et des mouvements sociaux : services collectifs, pratiques de résistance, luttes populaires, nouvelles manières de produire et de consommer, etc.

Axes innovations sociales, travail et emploi

- Les membres de l'axe travail et emploi orientent leurs recherches vers l'organisation du travail, la régulation de l'emploi et la gouvernance des entreprises dans le secteur manufacturier, dans les services, dans la fonction publique et dans l'économie du savoir. Les travaux portent sur les dimensions organisationnelles et institutionnelles. Ils concernent tant les syndicats et les entreprises que les politiques publiques et s'intéressent à certaines thématiques comme les stratégies des acteurs, le partenariat, la gouvernance des entreprises, les nouveaux statuts d'emploi, le vieillissement au travail, l'équité en emploi et la formation.

LES ACTIVITÉS DU CRISES

En plus de la conduite de nombreux projets de recherche, l'accueil de stagiaires post-doctoraux, la formation des étudiants, le CRISES organise toute une série de séminaires et de colloques qui permettent le partage et la diffusion de connaissances nouvelles. Les cahiers de recherche, les rapports annuels et la programmation des activités peuvent être consultés à partir de notre site Internet à l'adresse suivante : <http://www.cris.es.uqam.ca>.

Denis Harrison
Directeur

NOTES SUR L'AUTEUR

HUGO BEAUREGARD-LANGELIER est détenteur d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en développement rural intégré et d'un baccalauréat en économie et gestion agroalimentaire à l'Université Laval.

Lors de ses études universitaires, il a été impliqué à multiples occasions dans diverses associations étudiantes. En 2002, il a été président de son association de programme, l'Association générale des étudiants en économie agroalimentaire (AGÉÉCAA). Puis, en 2004, il a été président de son association facultaire, l'Association générale des étudiants en agriculture, alimentation et consommation (AGÉTAAC), comptant près de 1 500 membres. Lors de son passage à la présidence de l'AGÉTAAC, il a été un témoin privilégié de la lutte contre les coupures de 103 millions de dollars que les étudiants ont menée contre le gouvernement québécois. Actuellement, il entreprend des études de maîtrise en développement international à La Haye aux Pays-Bas.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	ix
RÉSUMÉ	xi
1. LES SOURCES DE DONNÉES	1
1.1. Les sources documentaires	1
1.2. Les entrevues	1
2. LA PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA LUTTE	3
2.1. Le milieu.....	3
2.1.1. Le territoire.....	3
2.1.2. L'histoire	3
2.1.3. Les données socio-économiques	4
2.1.4. Les données démographiques.....	10
2.1.5. Le réseau associatif	11
2.1.6. La chronologie des événements	12
2.1.7. Les intérêts des acteurs en présence	15
2.1.8. Les enjeux de la lutte.....	16
3. L'ÉMERGENCE DE LA LUTTE.....	17
3.1. La situation de privation, de conflit ou de désaccord	17
3.2. La construction sociale des schèmes d'interprétation collectifs.....	18
3.2.1. Le diagnostic	18
3.2.2. Le pronostic	18
3.2.3. La constitution et le maintien de l'identité collective.....	19
3.2.4. Les courts-circuits de solidarité.....	20
4. LE DÉVELOPPEMENT DE LA LUTTE	21
4.1. Les opportunités	21
4.1.1. Du côté de l'État.....	21
4.1.2. Du côté des élites.....	22
4.1.3. Du côté des alliés.....	23
4.1.4. Du côté des corps intermédiaires.....	23
4.1.5. La conduite de la lutte	24
4.1.6. Le leadership	24

4.1.7.	Les éléments de calcul rationnel.....	24
4.1.8.	L'information	25
4.1.9.	Les ressources.....	25
4.1.10.	La stratégie	26
4.1.11.	La concurrence avec d'autres organisations.....	28
5.	LE DÉNOUEMENT DE LA LUTTE	29
5.1.	L'évaluation de la lutte	29
5.2.	Sur le plan de la répartition.....	30
5.2.1.	Économique (redistribution).....	30
5.2.2.	Politique (participation).....	30
5.2.3.	Idéologique (légitimation).....	30
5.2.4.	Sur le plan de l'organisation.....	31
6.	LES PISTES DE RENOUVELLEMENT.....	33
CONCLUSION		35
BIBLIOGRAPHIE		37

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1	Frais de scolarité moyen (en dollars) pour les étudiants à plein temps du 1 ^{er} cycle, selon la discipline (Québec).....	4
TABLEAU 2	Frais de scolarité moyen (en dollars) pour les étudiants à plein temps du 1 ^{er} cycle, selon la discipline (Canada).....	5
TABLEAU 3	Dépenses globales d'éducation par rapport au PIB, Québec et pays de l'OCDE, par type d'établissement, en 2001 (%).....	7
TABLEAU 4	Taux de scolarisation (en %), selon le groupe d'âge, 2001-2002.....	8
TABLEAU 5	Situation des personnes titulaires d'un baccalauréat en janvier de l'année d'enquête, par sexe, ensemble du Québec	9
TABLEAU 6	Nombre d'élèves et étudiants au Québec.....	10
TABLEAU 7	Diplômes décernés au Québec.....	11
TABLEAU 8	Intérêts des différents acteurs	15

RÉSUMÉ

Cette monographie porte sur la lutte contre les coupures de 103 millions de dollars dans l'aide financière aux études des étudiants postuniversitaires du Québec par le gouvernement libéral de Jean Charest. En mars 2004, le gouvernement du Québec déposa son premier budget et y inclut une mesure stipulant que le Programme de l'aide financière aux études serait amputé de 103 millions de dollars. Suite à cette décision, un important mouvement de contestation étudiant a pris son envol pour devenir la plus grande mobilisation étudiante des 40 dernières années au Québec. La lutte s'est achevée lorsque les étudiants et le gouvernement en sont venus à un compromis au début du mois d'avril 2005 après plusieurs semaines de grève étudiante.

La force du mouvement étudiant, leur argumentaire contre les coupures et leur capacité de se mobiliser rapidement, ont permis aux étudiants d'obtenir la faveur de la population québécoise sur cet enjeu et de faire plier le gouvernement. Cette lutte marquera l'histoire du mouvement étudiant, mais laissera aussi, à l'intérieur même du mouvement, des cicatrices, dues notamment aux divisions internes qui se sont manifestées au cours de cette lutte.

Hugo Beauregard-Langelier

1. LES SOURCES DE DONNÉES

Les sources de données sont nombreuses. Elles proviennent de documents, d'entretiens informels ainsi que des expériences, des discussions et des souvenirs de l'auteur, puisqu'il a été lui-même très impliqué dans cette lutte.

1.1. Les sources documentaires

Les sources documentaires s'appuient principalement sur des articles de journaux mais aussi sur des notes prises en réunions étudiantes par l'auteur lors de la lutte. Parmi elles, mentionnons :

- des articles de journaux de *La Presse*, du *Devoir*, du *Soleil*, de *La Tribune*, du *Nouvelliste* et du *Quotidien*. Tous ces documents couvrent la période de mars 2004 à avril 2005 et ont été obtenus sur Biblio Branché de l'Université Laval ;
- des lettres ouvertes dans les journaux mentionnés précédemment, de la part des opposants au gouvernement ;
- des données statistiques ;
- des notes personnelles de l'auteur ;
- des documents trouvés sur Internet.

1.2. Les entrevues

Aucune entrevue proprement dite n'a été menée dans le cadre de ce travail, mais plusieurs propos entendus et notés par l'auteur lors de la lutte ressortent dans le document. Par son rôle, l'auteur a notamment discuté de la lutte avec les personnes suivantes :

- Pier-André Bouchard-St-Amand, président de la Fédération universitaire du Québec (FEUQ) ;
- Mathieu Langelier, vice-président aux affaires externes de la FEUQ ;
- Olivier Cournoyer-Boutin, président de la Confédération des étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) ;
- Charles Plourde, vice-président aux affaires internes de la CADEUL ;
- tous les autres officiers de la CADEUL ;
- plusieurs présidents d'associations étudiantes à l'Université Laval.

2. LA PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA LUTTE

2.1. Le milieu

2.1.1. Le territoire

La lutte des étudiants contre les coupures de 103 millions dans l'aide financière aux études s'est déroulée sur l'ensemble du territoire de la province du Québec. Les grands centres urbains, en particulier Montréal et Sherbrooke, ont été parmi les premiers endroits où la lutte a pris de l'ampleur, notamment par le déclenchement de grèves générales illimitées. Même si la lutte a touché tous les établissements postsecondaires du Québec, il est important de souligner que l'ampleur de la participation n'a pas été identique d'un endroit à l'autre. C'est donc une lutte à caractère national, mais avec des actions locales de mobilisation passablement différentes.

2.1.2. L'histoire

L'histoire du mouvement étudiant au Québec prend véritablement ses racines dans la Révolution tranquille. Depuis au-delà de 40 ans, les étudiants québécois se mobilisent régulièrement pour dénoncer différentes situations qui leur apparaissent inacceptables et qui contreviennent, notamment, à l'accès à l'éducation postsecondaire. Cette force populaire qu'est le mouvement étudiant, n'est donc pas étrangère aux nombreuses politiques gouvernementales mises de l'avant dans le domaine de l'éducation afin de faciliter l'accès aux études postsecondaires. Parmi ces politiques, notons, entre autres, le gel des frais de scolarité et le système de prêts et bourses. Le Québec, en termes d'éducation postsecondaire, s'est donc doté d'une vision sociale qu'on pourrait qualifier de progressiste à l'endroit de ses étudiants au cours des 30 à 40 dernières années.

Avant la grève générale illimitée de 2005, il y a eu sept autres grèves qui ont marqué l'histoire du mouvement étudiant au Québec. Sans en faire une description détaillée, il est important de se rappeler que la naissance du mouvement étudiant au Québec, mais aussi en Occident, a pris réellement son envol en 1968. La fin des années 1960 a notamment été marquée par Mai 68 en France, la guerre du Vietnam, les revendications pour les droits des Noirs ainsi que la Révolution tranquille au Québec. Cette ébullition sociale a été la bougie d'allumage à la première grève générale illimitée étudiante au Québec en 1968. Les étudiants se sont mobilisés autour d'une plus grande démocratisation de l'éducation supérieure, notamment à travers l'abolition des frais de scolarité et la création d'une deuxième université francophone à Montréal. Par la suite, à travers les associations étudiantes locales, régionales et provinciales, les étudiants québécois sont sortis dans les rues six autres fois pour manifester principalement contre les hausses de frais de scolarité, pour l'accès à l'éducation supérieure ou pour la préservation des acquis.

2.1.3. Les données socio-économiques

Les étudiants universitaires québécois sont ceux qui déboursent le moins pour leurs frais de scolarité, comparativement à l'ensemble du Canada. Comme le démontre le tableau 1, les frais de scolarité au Québec sont restés relativement stables entre 1999 et 2004.

TABLEAU 1
Frais de scolarité moyen (en dollars) pour les étudiants
à plein temps du 1^{er} cycle, selon la discipline (Québec)

Discipline	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Agriculture	1 746	1 750	1 765	1 772	1 777
Architecture	1 818	1 821	1 854	1 867	1 879
Arts	1 862	1 874	1 906	1 922	1 943
Commerce	1 749	1 753	1 766	1 771	1 776
Art dentaire	2 363	2 395	2 471	2 438	2 488
Éducation	1 710	1 712	1 719	1 717	1 720
Génie	1 752	1 753	1 768	1 774	1 779
Sciences domestiques	1 770	1 771	1 794	1 938	1 947
Droit	1 835	1 837	1 861	1 811	1 820
Médecine	2 581	2 598	2 702	2 743	2 781
Musique	2 168	2 062	2 190	2 227	2 256
Sciences	1 802	1 807	1 833	1 844	1 854
Total 1^{er} cycle	1 813	1 818	1 842	1 851	1 862

Note : Les moyennes des frais de scolarité ont été pondérées selon le nombre d'étudiants inscrits par établissement et par domaine d'études à l'aide des données les plus actuelles sur les inscriptions dont on disposait. Les calculs des moyennes pondérées tiennent compte des frais tant dans les établissements publics que dans les établissements privés. Les calculs des moyennes pondérées tiennent compte à la fois des étudiants de la province et de ceux de l'extérieur de la province.

* Source : Statistique Canada, Centre de la statistique de l'éducation (dernières modifications apportées : 2004-2007).

TABLEAU 2
Frais de scolarité moyen (en dollars) pour les étudiants
à plein temps du 1^{er} cycle, selon la discipline (Canada)

Discipline	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Agriculture	3 061	3 159	3 216	3 301	3 487
Architecture	3 376	3 510	3 583	3 524	3 586
Arts	3 310	3 411	3 474	3 617	3 810
Commerce	3 171	3 300	3 536	3 743	3 991
Art dentaire	7 863	8 424	9 105	9 703	11 733
Éducation	2 787	2 857	2 911	3 019	3 216
Génie	3 481	3 624	3 776	3 865	4 371
Sciences domestiques	3 182	3 285	3 359	3 486	3 669
Droit	3 495	4 044	4 366	5 021	5 995
Médecine	5 894	6 494	7 458	8 063	9 406
Musique	3 347	3 356	3 454	3 586	3 753
Sciences	3 334	3 420	3 547	3 728	3 954
Total 1^{er} cycle	3 328	3 447	3 577	3 749	4 025

Note : Les moyennes des frais de scolarité ont été pondérées selon le nombre d'étudiants inscrits par établissement et par domaine d'études à l'aide des données les plus actuelles sur les inscriptions dont on disposait. Les calculs des moyennes pondérées tiennent compte des frais tant dans les établissements publics que dans les établissements privés.

*Source : Statistique Canada, Centre de la statistique de l'éducation (dernières modifications apportées : 2004-2007).

En comparaison avec le tableau 1, il est frappant de constater à quel point les frais de scolarité défrayés par la moyenne des étudiants canadiens sont supérieurs à ceux du Québec depuis 1999. Ces résultats seraient d'autant plus marquants si les statistiques du Québec n'étaient pas prises en compte dans le calcul.

Le tableau 3, quant à lui, présente le pourcentage du PIB alloué au secteur de l'éducation en comparaison avec les autres pays de l'OCDE. Puisque les étudiants québécois défraient beaucoup moins pour leurs frais de scolarité comparativement aux étudiants des autres provinces canadiennes, comme nous l'avons constaté dans les tableaux 1 et 2, il apparaît que l'État doit assumer une part considérable des dépenses. Que ce soit pour l'ensemble des niveaux ou pour le niveau universitaire seulement, le gouvernement du Québec débourse plus, en termes de pourcentage du PIB, que le Canada et que la majorité des autres pays membres de l'OCDE dans le secteur de l'éducation.

TABLEAU 3
Dépenses globales d'éducation par rapport au PIB,
Québec et pays de l'OCDE, par type d'établissement, en 2001 (%)

	Enseignement préscolaire, primaire et secondaire	Enseignement postsecondaire non universitaire	Enseignement universitaire	Total partiel ⁷ (Enseignement postsecondaire)	Tous niveau ⁷ (y compris les dépenses non réparties)
CORÉE	4,7	0,7	2,0	2,7	8,2
ÉTATS-UNIS	4,6	n.d.	2,7	2,7	7,3
DANEMARK	5,1	n.d.	n.d.	1,8	7,1
ISLANDE	5,0	n.d.	0,9	0,9	6,7
SUÈDE	4,8	n.d.	n.d.	1,7	6,5
BELGIQUE	4,8	n.d.	n.d.	1,4	6,4
NORVÈGE	4,6	n.d.	n.d.	1,3	6,4
CANADA	3,6	1,1	1,5	2,5	6,1
FRANCE	4,8	0,2	0,8	1,1	6,0
AUSTRALIE	4,3	0,2	1,4	1,6	6,0
PORTUGAL	4,6	n.d.	n.d.	1,1	5,9
MEXIQUE	4,7	n.d.	n.d.	1,0	5,9
AUTRICHE	4,4	0,1	1,1	1,3	5,8
FINLANDE	4,1	n.d.	1,7	1,7	5,8
POLOGNE	4,4	n.d.	1,0	1,0	5,6
NOUVELLE-ZÉLANDE	4,4	0,3	0,7	1,1	5,5
ROYAUME-UNI	4,4	n.d.	n.d.	1,1	5,5
SUISSE	4,7	n.d.	1,2	1,2	5,3
ALLEMAGNE	3,9	0,3	1,0	1,3	5,3
ITALIE	4,1	n.d.	0,9	0,9	5,3
HONGRIE	3,6	0,2	1,1	1,3	5,2
ESPAGNE	3,7	0,2	1,1	1,2	4,9
PAYS-BAS	3,6	n.d.	1,3	1,3	4,9
JAPON	3,1	0,1	1,0	1,1	4,6
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	3,5	0,1	0,8	0,9	4,6
IRLANDE	2,9	n.d.	n.d.	1,3	4,5
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	3,1	n.d.	0,9	0,9	4,1
GRÈCE	2,6	0,2	0,9	1,1	4,1
TURQUIE	2,5	n.d.	n.d.	1,1	3,5
MOYENNE DES PAYS	4,1	0,3	1,2	1,4	5,5
MOYENNE AJUSTÉE⁸	4,3	0,4	1,3	1,5	5,8
QUÉBEC	3,9	1,4	1,7	3,1	7,0
CANADA SANS LE QUÉBEC	3,5	0,9	1,5	2,4	5,9

n.d. : Non disponible.

Sources : Pour les pays de l'OCDE : OCDE, *Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE*, édition 2004, Tableau B2.1c ;

Pour le Québec et le Canada sans le Québec : Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

⁷ Les totaux peuvent être un peu différents de la somme des parties, en raison des arrondis.

⁸ Quelques pays dont le niveau de richesse est particulièrement faible (mesuré par le PIB par habitant) ont été exclus de la comparaison (les pays en italique : Hongrie, Grèce, Pologne, Mexique, République tchèque, République slovaque et Turquie).

N.B. : Le concept de dépense retenu aux fins des *Indicateurs de l'éducation* du MELS (concept de dépense globale de Statistique Canada) n'est pas tout à fait le même que celui qui est utilisé par l'OCDE. C'est pourquoi, aux fins de la comparaison présentée dans ce tableau, les données pour le Québec et le reste du Canada ont été ajustées pour tenir compte de la définition retenue par l'OCDE.

Source : OCDE.

La faiblesse des frais de scolarité au Québec semble toutefois avoir un effet positif sur le taux de scolarisation des Québécois par rapport aux citoyens des autres pays membres de l'OCDE. Comme le démontre le tableau 4, le taux de scolarité des personnes d'âge postsecondaire est nettement supérieur à celui de la moyenne des pays de l'OCDE.

TABLEAU 4
Taux de scolarisation (en %), selon le groupe d'âge, 2001-2002

	Élèves de 5 à 14 ans en% de la population âgée de 5 à 14 ans	Élèves de 15 à 19 ans en% de la population âgée de 15 à 19 ans	Élèves de 20 à 29 ans en% de la population âgée de 20 à 29 ans
QUÉBEC	98,1	84,4	30,0
MOYENNE POUR LES PAYS DE L'OCDE	98,5	79,4	22,7

Source : Bulletin statistique de l'éducation, n° 31, septembre 2005.

Les montants investis en éducation postsecondaire semblent d'ailleurs être bénéfiques à long terme car, d'après le tableau 5, le taux de chômage chez les détenteurs d'un baccalauréat est sensiblement plus bas que le taux de chômage pour l'ensemble du Québec. Le taux de chômage au Québec se situe en 2003 à 7 %, comparativement à moins de 5 % pour les bacheliers. De plus, environ 80 % des titulaires de baccalauréat trouvent un emploi relié à leur formation.

TABLEAU 5
Situation des personnes titulaires d'un baccalauréat
en janvier de l'année d'enquête, par sexe, ensemble du Québec

Situation		2001	2003
En emploi (%)	Total	74,5	70,4
	Homme	73,6	70,5
	Femme	75,1	70,4
À la recherche d'un emploi (%)	Total	3,1	3,6
	Homme	3,7	4,6
	Femme	2,7	3
Aux études (%)	Total	19,8	22,9
	Homme	21	23,3
	Femme	19,1	22,6
Personnes inactives (%)	Total	2,6	3,1
	Homme	1,7	1,6
	Femme	3,1	4
Taux de chômage (%)	Total	4	4,9
	Homme	4,8	6,2
	Femme	3,5	4,1
Travail à temps (%)	Total	85,9	88,8
	Homme	91,4	93
	Femme	82,4	86,2
Durée de recherche d'emploi (nombre de semaines)	Total	10	10
	Homme	9	10
	Femme	11	9
Salaire hebdomadaire brut moyen (dollars)	Total	719	749
	Homme	785	804
	Femme	675	712
Emploi lié à la formation (%)	Total	81,9	82,2
	Homme	82,1	81,6
	Femme	81,8	82,6

Source : ministère de l'Éducation du Québec

Les données économiques, en lien avec le domaine de l'éducation, démontrent bien la situation particulière du Québec. Les étudiants payent peu pour leurs frais de scolarité, comparativement au reste du Canada, alors que le gouvernement investit beaucoup plus que les autres provinces ou que les autres pays de l'OCDE. Toutefois, les investissements sont rentables, puisque les diplômés postsecondaires ne sont pas au chômage et ils se trouvent des emplois en rapport avec leur formation.

2.1.4. Les données démographiques

De manière générale, le nombre d'étudiants postsecondaires au Québec a diminué entre 1997 et 2002, passant de 457 868 à 445 166, une diminution d'un peu plus de 2 %. Cette diminution est due en grande partie à la décroissance du nombre d'étudiants inscrits au niveau collégial. Pour le niveau universitaire, le nombre d'étudiants a augmenté entre 1997 et 2002 d'environ 5 %.

TABLEAU 6
Nombre d'élèves et étudiants au Québec

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Total	1 826 525	1 812 496	1 803 481	1 795 392	1 804 840
Préscolaire, primaire et secondaire	1 368 657	1 357 346	1 352 463	1 348 092	1 359 674
Préscolaire	111 598	107 421	104 397	101 898	100 402
Primaire	559 279	566 372	573 102	575 862	574 274
Secondaire ¹	697 780	683 553	674 964	670 332	684 998
Enseignement supérieur	457 868	455 150	451 018	447 300	445 166
Collégial ²	230 892	228 512	219 144	213 837	206 069
Universitaire ³	226 976	226 638	231 874	233 463	239 097

¹ Les données incluent les élèves inscrits à l'éducation des adultes à des programmes d'alphabétisation et de présecondaire.

² Trimestre d'automne.

³ Trimestre d'automne. Les données incluent les médecins résidents. Toutefois, elles excluent les auditeurs et les auditrices et les étudiants et les étudiantes du Collège militaire royal de Saint-Jean et, elles excluent aussi les stagiaires postdoctoraux et les étudiants et les étudiantes en situation d'accueil.

* Source : MEQ.

Comme en témoigne le tableau précédent, le nombre de diplômes obtenus par les étudiants postsecondaires est relativement stable dans le temps. Parmi l'ensemble des diplômes, c'est le baccalauréat qui se démarque des autres par son plus haut taux d'obtention. La formation collégiale pré-universitaire vient au deuxième rang, suivie de la formation collégiale technique.

TABLEAU 7
Diplômes décernés au Québec

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Collégial (année civile)	42 669	41 876	42 090	40 710	41 294
DEC (formation pré-universitaire)	25 901	25 110	24 569	23 317	22 073
DEC (formation technique)	16 694	16 747	17 508	17 391	16 747
Attestation, certificat et diplôme de perfectionnement d'études collégiales	74	19	13	2	2 474
Universitaire (année civile)	53 277	50 781	50 726	50 563	51 185
Baccalauréat	28 894	27 478	28 284	27 822	27 970
Maîtrise	6 514	6 727	6 814	7 468	7 692
Doctorat	1 143	1 231	1 170	1 165	1 094
Certificat (1er cycle)	15 112	13 625	12 856	12 238	12 461
Diplôme (2e cycle)	1 614	1 720	1 602	1 870	1 968

DEC : diplôme d'études collégiales.

* Source : MEQ.

2.1.5. Le réseau associatif

Le réseau des associations étudiantes au Québec est très complexe. Dans un premier temps, il existe des associations que l'on pourrait classer de niveau provincial, c'est-à-dire celles qui regroupent des associations étudiantes de plusieurs universités ou cégeps différents. Au niveau collégial, il y a la Fédération étudiante collégiale du Québec (FÉCQ), tandis qu'au niveau universitaire, il y a la Fédération universitaire du Québec (FEUQ). Il y a une troisième association, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), qui deviendra, le temps de la grève, la Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉÉ) et qui regroupe des associations collégiales et universitaires. Il est important de souligner que certaines associations d'université ou de cégep sont indépendantes et ne sont donc pas affiliées à aucune de ces trois associations.

Affiliées à ces associations provinciales, on retrouve les associations étudiantes d'établissement, c'est-à-dire, les associations des universités et des cégeps qui, quant à elles, regroupent des associations de programme.

Lors de cette lutte contre les coupures de 103 millions de dollars, les étudiants ont reçu l'appui de plusieurs groupes de la société civile et des partis politiques. Parmi les partis politiques, le Parti québécois et l'Action démocratique du Québec étaient tous deux en accord avec les revendications étudiantes. Les appuis de la société civile provenaient principalement des syndicats de professeurs, de certains directeurs ou recteurs d'établissement, de plusieurs groupes sociaux et d'une bonne partie de la population québécoise.

2.1.6. La chronologie des événements

30 MARS 2004 : Dépôt du budget provincial par le ministre des Finances, Yves Séguin, annonçant que son gouvernement va donner plus de prêts et moins de bourses aux étudiants. Ces derniers récolteront cette année 149,2 millions de dollars auprès de Québec au lieu des 211,8 millions de dollars de l'an dernier. Un écart de 63 millions de dollars selon le gouvernement, mais de 103 millions de dollars selon plusieurs experts comptables.

1^{er} AVRIL 2004 : Pour la journée du Poisson d'avril, un premier groupe d'étudiants, en provenance du cégep Maisonneuve, à Montréal, pose un premier geste de contestation en déversant des poissons morts devant le bureau du premier ministre à Montréal.

14 AVRIL 2004 : Près de 20 000 personnes, à Montréal et à Québec, profitent du premier anniversaire de l'élection du gouvernement Charest pour manifester leur mécontentement à son égard. Parmi les manifestants, plusieurs étudiants de divers cégeps en grève, marchent dans les rues pour signaler leur insatisfaction concernant les coupures dans l'Aide financière aux études (AFÉ).

14 AOÛT 2004 : Le chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale et du Parti québécois, Bernard Landry, se joint aux associations étudiantes et à l'aile jeunesse de son parti pour dénoncer les coupures de 103 millions de dollars dans le régime de prêts et bourses.

13 OCTOBRE 2004 : Les représentants de la FEUQ et de la FÉCQ claquent la porte au forum des générations, organisé par le gouvernement libéral, pour protester contre le refus de Jean Charest et Pierre Reid de revenir sur leur décision de couper 103 millions de dollars dans l'AFÉ.

21 OCTOBRE 2004 : Les étudiants du Collège de Sherbrooke, affiliés à l'ASSÉ, proposent de déclencher une grève générale illimitée pour donner du poids à un ultimatum lancé au ministre de l'Éducation Pierre Reid, notamment pour qu'il mette fin aux compressions de 103 millions de dollars dans l'AFÉ.

31 OCTOBRE 2004 : À l'occasion de la fête de l'Halloween et à l'initiative de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), une cinquantaine d'étudiants participent à une « cérémonie funèbre », en face de la résidence du premier ministre Jean Charest, à Westmount.

1^{er} NOVEMBRE 2004 : L'ASSÉ appelle tous ses membres à la grève générale en réponse au non-respect de l'ultimatum qu'elle a lancé au ministre de l'Éducation Pierre Reid, afin qu'il abolisse les coupures de 103 millions de dollars dans l'AFÉ.

10 NOVEMBRE 2004 : Plusieurs milliers d'étudiants manifestent, ce mercredi après-midi, dans plusieurs régions du Québec, pour protester contre la transformation de 103 millions de dollars de bourses en prêts.

20 NOVEMBRE 2004 : Les jeunes libéraux du Québec reculent sur leur revendication selon laquelle leur parti doit réinvestir 103 millions de dollars dans l'AFÉ.

12 JANVIER 2005 : Dans une tentative d'apaiser la colère des étudiants, le ministre de l'Éducation Pierre Reid, dévoile un nouveau programme de remboursement des dettes d'études proportionnel au revenu, qui ne viendra en aide qu'à 15 % des 130 000 étudiants bénéficiaires de prêts et bourses, dont l'endettement s'est aggravé à la suite des compressions budgétaires de 103 millions de dollars.

16 FÉVRIER 2005 : Environ 150 cégépiens et universitaires tentent d'entrer de force au château Montebello où se tient le caucus des députés libéraux.

17 FÉVRIER 2005 : Les premières grèves générales illimitées sont votées. Les étudiants en grève sont membres de l'ASSÉ.

21 FÉVRIER 2005 : Les membres de l'ASSÉ et des regroupements étudiants non affiliés à des associations étudiantes provinciales s'unissent pour former la CASSÉE. Vingt-cinq mille (25 000) nouveaux étudiants tombent en grève générale illimitée.

22 FÉVRIER 2005 : Remaniement ministériel à Québec, le premier ministre Jean Charest remplace son ministre de l'Éducation Pierre Reid par Jean-Marc Fournier.

28 FÉVRIER 2005 : Le premier ministre Jean Charest fait une déclaration choc en disant que les étudiants québécois sont les mieux traités au monde.

3 MARS 2005 : Le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier refuse de reconnaître le droit à la grève, même s'il y a 70 000 étudiants des cégeps et des universités qui la font.

9 MARS 2005 : Le député libéral Pierre Paradis soutient que la mesure prise par son gouvernement dans l'AFÉ est injuste.

15 MARS 2005 : Les leaders étudiants accusent Jean-Marc Fournier de « jeter de l'huile sur le feu » en proposant un maigre réinvestissement de 29 millions de dollars dans l'AFÉ.

16 MARS 2005 : Imposantes manifestations dans les rues de Montréal et Québec pour dénoncer le gouvernement libéral de Jean Charest, alors que le nombre d'étudiants en grève atteint le chiffre de 230 000. Le ministre de l'Éducation fait une proposition finale en majorant son offre de 29 millions de dollars à 41,5 millions de dollars.

18 MARS 2005 : Les directeurs de cégep et les recteurs d'université demandent un règlement rapide afin de limiter les complications dues au prolongement de la session d'hiver.

21 MARS 2005 : Les associations étudiantes en grève rejettent de façon catégorique l'offre finale du ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier.

24 MARS 2005 : La FEUQ et la FÉCQ font une contre-proposition au gouvernement, offre que le ministre de l'Éducation rejette catégoriquement.

28 MARS 2005 : Les négociations entre la FEUQ, la FÉCQ et le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier reprennent, à quelques jours du dépôt du budget provincial.

2 AVRIL 2005 : Après cinq semaines de grève, les deux principales fédérations étudiantes décident de mettre de l'eau dans leur vin. Elles récupéreront leurs 103 millions de dollars de bourses tant réclamés mais seulement à compter de l'année 2006-2007.

3 AVRIL 2005 : La CASSÉE rejette l'entente de principe et appelle ses membres à poursuivre la grève. Au même moment, la FEUQ et la FÉCQ recommandent à leurs membres d'entériner l'entente et de mettre fin à la grève.

AVRIL 2005 : Peu à peu, la majorité des grèves prennent fin et l'entente, sans être acceptée par tous, sonne le retour en classe. Avril marque la fin du mouvement de masse, mais ne signifie toutefois pas la fin des revendications étudiantes.

2.1.7. Les intérêts des acteurs en présence

Le tableau suivant présente les principaux intérêts des différents acteurs en cause dans la lutte de l'AFÉ.

TABLEAU 8
Intérêts des différents acteurs

Acteurs	Intérêts			
	économiques	politiques	idéologiques	individuels
La coalition	Réinvestissement des 103 millions de dollars dans l'AFÉ	Augmentation de l'influence du mouvement étudiant dans les choix politiques du gouvernement provincial	Accessibilité aux études supérieures au plus grand nombre possible d'étudiants	Visibilité et crédibilité
La base sociale	Réduction de l'endettement étudiant	Désir de faire entendre ses revendications sur la place publique	Obtention de l'appui moral solide du reste de la population	Qualité de vie supérieure
Les alliés	Réinvestissement des 103 millions de dollars dans l'AFÉ	Interpellation au gouvernement sur d'autres enjeux en éducation	Intention de discréditer les choix du gouvernement en termes d'orientations sociales	Augmentation de leur visibilité et leur reconnaissance sociale
Les sympathisants	Réinvestissement des 103 millions de dollars dans l'AFÉ	Manifestation de leur mécontentement à l'égard du gouvernement sur d'autres enjeux en lien avec l'endettement étudiant		Visibilité et reconnaissance sociale
Les spectateurs	Avantage de ne pas avoir à faire un paiement plus élevé et acceptation du <i>statu quo</i>			Désir de ne pas se faire embêter par les manifestations
Les opposants	Réduction des dépenses gouvernementales	Coupures dans les services aux citoyens pour respecter les promesses électorales de baisses d'impôts	Volonté de faire prendre conscience aux étudiants qu'ils sont trop choyés et qu'ils doivent payer plus pour se scolariser	Popularité et reconnaissance

2.1.8. Les enjeux de la lutte

Le principal enjeu de la lutte est l'endettement chez les étudiants, qui tend à prendre de l'ampleur au cours des dernières années. Par leur mobilisation, les étudiants visent à accroître leur influence sur les instances politiques tout en s'attirant la faveur du public et en mobilisant d'autres groupes sociaux mécontents de l'attitude que le gouvernement adopte envers une base sociale plus vulnérable économiquement.

Le deuxième enjeu majeur de cette lutte est l'accessibilité des étudiants aux études supérieures. Depuis les débuts du mouvement étudiant au Québec, l'accessibilité aux études supérieures fait constamment partie des aspirations de la population et du discours étudiant, et il devient un des fondements des revendications.

Un dernier enjeu concerne la destination des ressources publiques à laquelle sont évidemment liés le niveau des dépenses de l'État du Québec et l'ampleur des cotisations d'impôt versées par les salariés. La volonté gouvernementale de réduire les dépenses n'est sans doute pas étrangère aux promesses libérales de vouloir diminuer les impôts. En s'attaquant au portefeuille des contribuables, le gouvernement tente de faire pencher l'opinion publique de son côté et ainsi forcer les étudiants à se plier à ses décisions.

3. L'ÉMERGENCE DE LA LUTTE

3.1. La situation de privation, de conflit ou de désaccord

L'émergence de la lutte contre les coupures de 103 millions de dollars dans l'AFÉ a débuté le 30 mars 2004, lors du dépôt du premier budget du gouvernement libéral de Jean Charest. Dans un contexte où le Parti libéral du Québec (PLQ) avait promis d'importantes baisses d'impôts, mais où l'état des finances publiques laissait peu de marge de manœuvre à ce genre d'initiative, le ministre des Finances de l'époque, Yves Séguin, a décidé de couper dans l'AFÉ afin de se donner quelques millions supplémentaires pour respecter, en partie, les promesses électorales de son gouvernement.

C'est ainsi que le gouvernement a supprimé 103 millions de dollars dans les programmes de l'AFÉ, ce qui représentait un endettement supplémentaire de 1 600 \$ par année pendant cinq ans à chaque étudiant nécessitant une aide financière (Brochu, 2004). Cette coupure majeure dans l'AFÉ aurait accentué l'endettement pour les étudiants à faible revenu ou pour ceux qui ne pouvaient pas bénéficier d'une aide financière parentale. Alors que de nombreux groupes sociaux réclamaient une réforme dans l'AFÉ, avec pour objectif de bonifier celle-ci et de réajuster certains calculs vieux de plusieurs années, le gouvernement a fait tout le contraire en coupant l'aide financière aux étudiants les plus défavorisés du système d'éducation postsecondaire.

La question de l'AFÉ est centrale dans le débat sur l'accès à l'éducation postsecondaire, puisque ce programme intervient directement auprès des jeunes nécessitant un support financier. Au Québec, en 2004, c'était plus de 40 % des étudiants universitaires qui bénéficiaient de cette aide et le pourcentage grimpait à 60 % pour les étudiants provenant des régions. En plus de voir les prêts augmenter et les bourses diminuer, les étudiants, majoritairement locataires, ont dû composer avec une grave crise du logement qui a affecté les régions de Montréal et Québec au cours des dernières années. La hausse du coût de la vie était une conséquence directe de l'endettement des jeunes les plus démunis désirant s'instruire.

Cette privation de ressources financières destinées aux étudiants, en provenance du gouvernement, et le désaccord entre ces deux mêmes groupes sur l'orientation que devrait prendre l'éducation postsecondaire au Québec, a conduit les étudiants à se mobiliser contre le gouvernement libéral. Dans les circonstances, la mobilisation s'est faite relativement rapidement, notamment à cause de la force du réseau associatif dont les étudiants se sont dotés au fil des ans.

Il est loin d'être évident que les initiateurs de la lutte étaient majoritairement des prestataires de l'AFÉ. Il semble que ce soit davantage les associations étudiantes qui ont agi en premier, en tant que représentantes de leurs membres, et en tant que protectrices des droits des étudiants. De par leur tissu associatif serré et par le fait que les programmes de l'AFÉ touchaient une frange importante de la population étudiante, les associations étudiantes du Québec ont rapidement convaincu leurs membres sur la nécessité d'agir dans ce dossier.

Une des analyses les plus plausibles expliquant le fait que ce n'était pas les étudiants les plus affectés par les coupures dans l'AFÉ qui ont agi en premier, mais que ces derniers avaient peu de temps à mettre dans des implications étudiantes, puisqu'ils devaient notamment travailler à temps partiel afin de défrayer leurs dépenses d'étudiant. Bien que plusieurs leaders étudiants ne soient pas bénéficiaires de l'AFÉ, cela ne les a pas empêchés de mettre les énergies nécessaires à la défense de cette cause.

3.2. La construction sociale des schèmes d'interprétation collectifs

Pour se structurer de façon adéquate, le groupe en lutte doit définir un cadre dans lequel il va agir. Ce cadre vise à établir les injustices dont il est la cible.

3.2.1. Le diagnostic

Le problème se résumait clairement aux coupures de 103 millions de dollars effectuées par le gouvernement de Jean Charest dans les programmes de l'aide financière aux études. À ce problème se posait la question de l'accessibilité aux études postsecondaires. En coupant dans une mesure qui favorisait l'accessibilité à l'éducation, il était évident que les jeunes moins nantis désirant poursuivre leurs études au cégep ou à l'université n'auraient plus autant de facilité que ceux qui les avaient précédés dans les dernières années. Il ne semble pas y avoir une manière de nommer le conflit mis à part celle de dire que c'était une lutte contre les coupures de 103 millions dans l'AFÉ. Les façons d'exprimer le sentiment d'injustice ont pris plusieurs formes, soit par des manifestations dans les rues, des grèves générales, des grèves de la faim, des occupations de bureaux ou la participation à des corvées communautaires (par exemple : collecte de déchets dans des parcs, aide aux personnes âgées, etc.).

D'après les initiateurs de la lutte, le responsable de cette situation était le gouvernement libéral de Jean Charest. Une des causes principales qui a mené à ce conflit a été le désir du gouvernement de vouloir baisser à tout prix les impôts. Ce problème était récent car si le gouvernement n'avait jamais coupé dans l'AFÉ, aucune mobilisation d'une telle ampleur ne serait survenue. Cette situation problématique a reflété clairement un acquis étudiant perdu en l'espace d'un seul budget.

3.2.2. Le pronostic

La solution proposée par les leaders étudiants était fort simple : le réinvestissement des 103 millions de dollars dans l'AFÉ. Pour faire valoir leur position, les principaux arguments des étudiants étaient :

- l'endettement étudiant ne cessait d'augmenter ;
- cette mesure s'attaquait uniquement aux étudiants les plus défavorisés ;
- l'éducation postsecondaire représentait les bases de la nouvelle économie du savoir ;
- plus de 40 % des étudiants universitaires du Québec bénéficiaient de ce soutien ;
- plus de 60 % des étudiants universitaires provenant des régions du Québec bénéficiaient de ce soutien.

3.2.3. La constitution et le maintien de l'identité collective

L'identification du critère qui fondait l'identité dans le cas de la lutte contre les coupures de 103 millions de dollars dans l'AFÉ comprenait le « nous, les étudiantes et étudiants ». Ce critère incluait les étudiantes et étudiants québécois de niveau postsecondaire. La structuration de l'identité s'est notamment faite par des manifestations, des assemblées générales, des réunions et des séances de piquetage.

Au niveau de l'anticipation collective des résultats, les types d'adhérents souhaités étaient l'ensemble des étudiants postsecondaires du Québec, et en particulier ceux qui désiraient s'impliquer personnellement par des actions directes pouvant mener à bien la lutte. Pour que le mouvement ait une force considérable, il fallait que le nombre d'étudiants adhérant à la lutte soit le plus élevé possible. Plus les étudiants étaient nombreux à s'impliquer et à se mobiliser, plus les chances de succès étaient grandes. Il était toutefois primordial que ces étudiants aient des arguments pertinents et qu'ils se forgent une image publique favorable auprès du reste de la population.

D'un point de vue de l'aspect collectif, la force du groupe reposait sur la solidarité que les uns avaient envers les autres. Il y avait un sentiment de fierté qui émanait des étudiants dans le seul fait de savoir qu'ils formaient un groupe uni pour une même cause, peu importe la région, le sexe, l'âge ou le programme d'étude. Cette fierté a été un élément non négligeable dans l'effet d'entraînement ainsi que dans la durabilité du mouvement.

Pour mieux saisir l'émergence de la lutte, voici les trois conditions relatives à l'identité et favorables à la mobilisation que sont l'homogénéité de la position sociale, la contribution sociale de l'adversaire et la tradition de lutte du groupe.

En ce qui a trait à l'homogénéité, la première caractéristique commune à l'ensemble du groupe est que les individus étaient en majorité des étudiants postsecondaires âgés entre 17 et 30 ans. Deuxièmement, ils étaient presque tous et toutes des Québécois et Québécoises. Dans un troisième temps, ils étaient principalement francophones et étudiaient tous au Québec.

Pour ce qui est de la tradition de lutte au sein du mouvement étudiant, soulignons qu'elle est très présente depuis plusieurs années déjà et qu'elle est également très bien organisée. La rapidité d'exécution pour la mobilisation repose en partie sur cette tradition de lutte et est une des conséquences des nombreuses luttes gagnées par le mouvement étudiant au Québec.

3.2.4. Les courts-circuits de solidarité

Comme dans tout mouvement social de masse, les étudiants ont dû gérer eux aussi certaines tendances, au sein même de leurs organisations, voulant court-circuiter la solidarité. Par contre, la majorité des initiatives tentant de court-circuiter la solidarité étaient peu organisées et relevaient davantage de l'initiative individuelle plutôt que d'un mouvement concerté. Les opposants étaient donc plus silencieux sur la place publique, ce qui laissait transparaître une image d'unité du mouvement.

Les moyens que les opposants à la lutte prenaient pour manifester leurs positions se traduisaient par des votes contre les grèves en assemblées générales spéciales et par des lettres d'opinion dans les journaux. Il est intéressant de remarquer que l'opposition face à la lutte dépendait étroitement des programmes d'études. Par exemple, les étudiants en administration étaient moins favorables à la grève que les étudiants en sciences sociales, de même que les étudiants des universités anglophones en comparaison avec les universités francophones.

Malgré les tentatives de vouloir déstabiliser le mouvement, les opposants avaient peu d'influence puisque l'opinion publique était derrière les leaders étudiants, et le mouvement avait une telle ascension qu'il était très difficile de l'arrêter.

4. LE DÉVELOPPEMENT DE LA LUTTE

4.1. Les opportunités

Pour mener à bien sa lutte, le mouvement étudiant a dû saisir les opportunités qui lui sont apparues ou qu'il s'est lui-même créées, afin de se donner un avantage face à son opposant. Les opportunités ont été prises en considération lors de la mise sur pied de la stratégie, mais sont également apparues à certains moments charnières de la lutte. Ce fut le rôle du mouvement étudiant de faire preuve de *timing* pour saisir ces opportunités au bon moment et au bon endroit.

4.1.1. Du côté de l'État

Puisque c'est le gouvernement libéral qui a fait émerger le conflit, il était évident que l'État québécois n'a pas pris en considération les demandes étudiantes. Ce qui étonnait davantage était la surprise qu'a causée cette décision, car rien ne laissait entrevoir une telle orientation dans le budget provincial de 2004. En aucun moment, que ce soit au niveau de la plate-forme électorale, des négociations avec les étudiants ou des grandes orientations du parti à leur congrès général, le parti libéral du Québec (PLQ) n'a laissé croire qu'il avait l'intention de couper dans les prêts et bourses. Une fois le budget adopté, l'ensemble des députés libéraux se sont rangés évidemment derrière leur parti. Il aurait été surprenant qu'à la suite du dépôt de leur premier budget, des députés libéraux aient décidé de faire fi de la ligne de parti et de contester cette décision publiquement.

Le ministre de l'Éducation de l'époque, Pierre Reid, était celui qui a été désigné par le gouvernement pour défendre cette décision politique face aux étudiants et à la population. Au niveau du ministère de l'Éducation et au niveau du cabinet du premier ministre, aucune ouverture n'a été amorcée pour entendre les revendications étudiantes et revenir sur leur décision. La première ouverture politique s'est concrétisée peu avant la rentrée scolaire, en août 2004, alors que les deux partis de l'opposition, le Parti québécois (PQ) et l'Action démocratique du Québec (ADQ), se sont ouvertement prononcés contre cette mesure de couper de 103 millions de dollars dans les programmes de l'AFÉ. Cette position prise par les deux partis était claire et sans équivoque. Du côté du PLQ, une certaine ouverture s'est manifestée lorsque la lutte a pris une ampleur nationale. Cette ouverture faite notamment par certains députés libéraux, tels que Pierre Paradis, a mis à jour ce que plusieurs autres députés pensaient sans l'avouer publiquement : la décision de leur parti n'était pas la bonne chose à faire.

La sortie publique de Pierre Paradis, le mécontentement de certains députés exprimé sous le couvert de l'anonymat et l'impopularité du PLQ face aux décisions controversées prises dans divers autres dossiers, étaient tous des éléments qui ont haussé le niveau d'instabilité de ce gouvernement. Parmi les décisions impopulaires et paradoxales que le gouvernement a prises, il y avait celle de financer à 100 % des écoles privées juives de la région de Montréal, alors qu'au même moment des étudiants postsecondaires luttaien pour le réinvestissement des 103 millions de

dollars dans l'AFÉ. Cette décision est devenue une opportunité politique pour le mouvement étudiant, en même temps qu'elle a nui à l'image publique du gouvernement. C'était donc un ensemble de facteurs qui ont causé une instabilité autour du parti au pouvoir. C'était ce même ensemble de facteurs qui a inhibé la capacité du gouvernement à initier des politiques publiques. À force d'accumuler erreur par-dessus erreur, la capacité du gouvernement à redresser la situation devenait de plus en plus improbable.

Le cafouillage du gouvernement s'est légèrement atténué lorsque le premier ministre a effectué un remaniement ministériel en changeant le ministre de l'Éducation Pierre Reid par Jean-Marc Fournier. Ce dernier a su reprendre un certain contrôle sur l'incapacité du gouvernement à gérer la crise et a été en mesure de reprendre les pourparlers avec les étudiants, pour finalement en arriver à une entente.

À l'intérieur de cette lutte, le gouvernement n'a jamais été en réelle mesure d'utiliser une technique de répression contre les étudiants afin de forcer ces derniers à cesser leurs actions. L'instabilité du gouvernement, la division dans ses rangs et son impopularité dans la population et parmi les étudiants ont sûrement été des facteurs qui ont joué à l'avantage des étudiants et réduit l'importance de la répression que le gouvernement voulait exercer sur eux.

4.1.2. Du côté des élites

Mis à part les élites politiques associées au gouvernement libéral, bien peu d'élites se sont ouvertement prononcées contre la lutte que menaient les étudiants. Parmi les élites autres que libérales, celles du PQ et de l'ADQ se sont clairement affichées contre la décision du gouvernement. Des élites du domaine des arts, de l'éducation ou des communications ont, eux aussi, manifesté leur soutien au mouvement étudiant.

Au niveau des élites artistiques, plusieurs événements ont témoigné de leur option favorable à l'égard des étudiants. Les principaux événements ont été :

- L'implication de certains groupes de musique ou de chanteurs, tels que Loco Locass et Paul Piché ;
- L'apparition surprise d'un groupe d'étudiants en théâtre dénonçant la décision du gouvernement au gala des MétroStar ;
- Le préjugé favorable de plusieurs artistes à l'endroit des étudiants lors des émissions de variétés telles que *Tout le monde en parle*.

La sympathie des élites artistiques permettait de transporter la lutte à l'avant-plan dans les médias autrement que par les journalistes. La présence d'artistes lors des manifestations ou des rassemblements était également un catalyseur pour hausser la participation étudiante à ces événements ainsi qu'à hausser la couverture médiatique. Les manifestations n'étaient plus uniquement couvertes par les journalistes de la scène politique mais également par ceux de la scène culturelle, ce qui offrait une perspective différente de la lutte.

Pour ce qui est des élites du milieu de l'éducation, il faut mentionner l'appui qu'ont donné plusieurs recteurs d'université ou directeurs de cégep aux étudiants. À ces derniers s'ajoutaient également plusieurs syndicats d'enseignants et de professeurs qui ont, eux aussi, affiché leur position en faveur des étudiants. Cet appui du milieu de l'éducation est venu renforcer la thèse avancée par les étudiants que les coupures dans l'AFÉ n'étaient pas une solution pour pallier le manque de financement dans le secteur de l'éducation et que ce n'était pas non plus un compromis justifiable pour favoriser la baisse d'impôts.

Dernièrement, au niveau des communications, les élites de ce domaine, représentées en grande partie par les éditorialistes des médias, ont, pour la plupart, justifié la démarche du mouvement étudiant et appuyé ces derniers dans leur lutte. Les prises de position en faveur du mouvement étudiant de la part des différents médias ont sans aucun doute été une opportunité de taille pour faire avancer la cause et également pour la défendre, sans que ce soit nécessairement les leaders étudiants qui aient à la justifier.

4.1.3. Du côté des alliés

Les alliés politiques ont été, comme il en a été brièvement question précédemment, les partis d'opposition à l'Assemblée nationale, soit le PQ et l'ADQ. Les deux partis ont récupéré le dossier des coupures dans l'AFÉ pour en faire un de leur cheval de bataille contre le gouvernement. Les chefs de ces deux partis ainsi qu'un bon nombre de leurs députés ont participé à plusieurs rassemblements pour réitérer leur appui aux étudiants et leur affirmer qu'ils allaient travailler dans leurs intérêts pour régler cette question.

4.1.4. Du côté des corps intermédiaires

De façon générale, les grands médias québécois avaient un parti pris pour la cause des étudiants. Ce parti pris peut s'expliquer en partie par le fait qu'une majorité de Québécois appuyaient le mouvement étudiant dans sa lutte. Plusieurs sondages ont également démontré que la population, en général, appuyait les étudiants dans leurs démarches et qu'elle était prête à renoncer à quelques sous de baisses d'impôts par semaine pour les réinvestir dans l'AFÉ.

4.1.5. La conduite de la lutte

Cette partie de la monographie vise à comprendre la façon dont s'est déroulée la lutte contre les coupures de 103 millions de dollars dans l'AFÉ en identifiant certains éléments clés, tels que le leadership, les éléments de calcul rationnel, l'information, les ressources, la stratégie et la concurrence avec d'autres organismes semblables. Il sera donc question d'examiner comment le mouvement étudiant s'est positionné pour faire face à cette lutte.

4.1.6. Le leadership

Dépendamment du niveau géographique avec lequel on examine la lutte, les leaders étaient nombreux. Sur le plan provincial, les principaux leaders étaient les présidents des grandes associations étudiantes nationales regroupant des milliers de membres étudiants. Du côté de la FEUQ, il y avait Pier-André Bouchard-St-Amant, à la FÉCQ, Julie Bouchard et à la CASSÉÉ, le secrétaire aux affaires externes Xavier Lafrance. Au niveau régional, les étudiants siégeant sur les conseils exécutifs de chacune des associations d'établissement ou de programme avaient également un rôle important à jouer en tant que leaders. La proximité qu'entretient un exécutif avec ses étudiants à la base du mouvement peut être déterminante dans la poursuite d'une lutte. Les leaders des associations de programme étaient beaucoup plus au fait de ce que pensaient leurs membres, en plus d'entretenir un lien de confiance plus étroit puisqu'ils étaient aussi collègues de classe.

Pour en revenir aux leaders provinciaux, les principales qualités qui faisaient d'eux des gens inspirant pour le reste du mouvement étudiant se retrouvaient surtout au niveau de leur facilité à s'exprimer en public et leur intransigeance face à l'opposition. Ils projetaient également l'image des individus persévérants et compétents dans leur rôle de leaders étudiants.

4.1.7. Les éléments de calcul rationnel

Même s'il était très complexe de déterminer si le rapport entre les coûts et les énergies que les étudiants ont investi par rapport aux bénéfices qu'ils en ont retirés a été rentable, il y avait tout de même plusieurs indices qui laissaient croire que oui.

Tout d'abord, puisque le système de prêts et bourses touchait presque la moitié des étudiants québécois, il était évident que le règlement du conflit allait permettre à une majorité d'entre eux, qui ont participé à la lutte, de voir leur montant d'aide financière augmenter au cours des prochaines années, comparativement à ce qui était prévu dans le budget Séguin. Deuxièmement, les pertes associées à la grève n'ont pas été si importantes sauf que certains étudiants du collégial ont dû reprendre quelques semaines de cours, prolongeant ainsi la date de fin de session prévue en début d'année. Puisque les manifestations se faisaient souvent dans une ambiance festive, on peut difficilement dire que ce fut une corvée pour les étudiants d'aller manifester. De plus, les grands rassemblements étaient, pour une majorité, ponctués de prestations musicales par des artistes bien connus à l'échelle du Québec.

Comme dans toute autre lutte, il y avait bien évidemment des étudiants resquilleurs qui n'ont pas participé à la lutte mais qui allaient tout de même profiter des bénéfices. Vu l'importance de la lutte, il est très difficile d'évaluer leur nombre et d'affirmer quels effets réels ils ont eus sur le déroulement de la lutte.

4.1.8. L'information

L'information a circulé abondamment tout au long de cette lutte. Malgré le fait que dans toutes communications journalistiques, il y a toujours certaines informations erronées ou des journalistes qui ne rapportent pas convenablement ce qui a été dit, les médias ont tout de même été justes à l'égard de la lutte, dans l'ensemble. Puisque la lutte s'est déroulée au niveau provincial et qu'elle a occupé l'avant-scène médiatique, il serait extrêmement ardu de répertorier tout ce qui s'est dit ou écrit à son propos. En parcourant les archives des grands quotidiens québécois francophones tels que *La Presse*, *Le Journal de Montréal*, *Le Devoir*, *Le Soleil*, *Le Journal de Québec*, *La Tribune*, *Le Nouvelliste* et de plusieurs autres plus régionaux, il est facile de constater que cette lutte a reçu une couverture médiatique de premier plan.

Au niveau de l'aspect éditorialiste, les médias ont été pour la grande majorité favorable à la lutte. Cette prise de position pouvait s'avérer peu surprenante dans le cas de certains médias tels que *Le Devoir*, *Le Journal de Montréal* ou *TVA* avec comme éditorialiste Claude Charon. Mais, à l'opposé, il a été surprenant de constater qu'un média comme *La Presse*, qui avait des positions plutôt favorables au PLQ, a pris position, quoique timidement, en faveur des étudiants.

Pour l'ensemble de la lutte, il est acceptable d'admettre que les médias ont bien couvert les événements et que la nouvelle a été bien rapportée.

4.1.9. Les ressources

La coalition et la base sociale avaient une forme d'organisation extrêmement bien structurée, qui pouvait mobiliser plusieurs ressources en peu de temps. Que ce soit au niveau des ressources humaines ou financières, le mouvement étudiant compte majoritairement sur ses membres pour lui

fournir ce dont il a besoin. Les ressources financières proviennent principalement des cotisations étudiantes, utilisées pour défendre leurs intérêts et faire la promotion de leurs revendications. Afin que soient débloqués des fonds pour la lutte contre les coupures dans l'AFÉ, chaque association étudiante devait faire approuver ses dépenses lors des conseils d'administration ou des assemblées générales. Étant donné que la plupart des leaders étudiants et des organisateurs étaient bénévoles ou faiblement rémunérés, il restait suffisamment d'argent pour l'achat de matériel, la location de moyens de transport, l'achat de temps d'antenne pour de la publicité, la conception de la publicité, etc.

Quant aux ressources humaines, elles étaient constituées en grande partie d'étudiants dévoués qui voulaient s'impliquer bénévolement dans cette lutte. Mis à part les étudiants, il y avait également des intervenants extérieurs au mouvement étudiant, tels que des gens du milieu syndical ou des organismes communautaires, qui conseillaient les leaders étudiants sur certains aspects de la lutte. Hormis ces ressources externes, aucune autre ressource spécialisée n'a été mise à contribution dans la lutte.

Globalement, le mouvement étudiant a réuni suffisamment de ressources essentielles pour mener de manière efficace sa lutte. Cette affirmation se confirme indubitablement lorsque l'on apprend que cette lutte a été l'une des plus importantes manifestations étudiantes de toute l'histoire du Québec.

De façon générale, le recrutement des membres par le mouvement étudiant se fait quasi automatiquement lors de l'inscription de ces derniers à l'université ou au cégep. Par contre, le recrutement des membres désirant s'impliquer activement dans la lutte s'est effectué plutôt lors des séances d'information ou des assemblées générales. C'était dans ce genre d'événement que les étudiants désireux de participer à la lutte sont entrés en contact avec certains leaders étudiants et ont pris conscience d'une situation qui leur déplaisait.

Le réseau de communication entre les leaders et leurs membres était adéquat mais avait tout de même certaines failles. Il était adéquat car la majorité des membres pouvaient s'informer efficacement de l'évolution de la lutte au jour le jour. Par contre, il y a eu des ratés au niveau des messages de fond qui étaient véhiculés. Étant donné la différence de vision sur les revendications, notamment entre la FEUQ/FÉCQ et la CASSÉÉ, certains étudiants, moins au fait du dossier, ne comprenaient pas toujours de façon précise quelles étaient les revendications du mouvement étudiant. Cette lacune a toutefois été atténuée par l'accès des leaders étudiants aux médias et leur bonne capacité à communiquer. Même si ces derniers ont fait l'objet de vives critiques, principalement au sein de leur propre mouvement, il faut admettre que la tâche était lourde et ardue, et qu'ils ont su bien s'en tirer dans le contexte.

4.1.10. La stratégie

Dès le départ, peu de temps après le dépôt du budget Séguin, la stratégie du mouvement étudiant était peu systématisée et se faisait de façon désordonnée en fonction des initiatives des différentes

associations de la province. Chacune des associations étudiantes y allait de ses propres moyens de pression même si une stratégie commune commençait à se dessiner au niveau provincial. Les premières stratégies visaient à sensibiliser et conscientiser les étudiants tout en discréditant le gouvernement. Quelques manifestations sporadiques avaient lieu mais peu d'actions de masse étaient perceptibles. Les manifestations du départ se faisaient parfois conjointement avec d'autres groupes sociaux qui manifestaient leur insatisfaction générale à l'endroit du gouvernement.

À l'aube de la rentrée scolaire à l'automne 2004, la stratégie s'est peaufinée et a fait place à un plan d'action relativement bien défini. Ce plan prévoyait une série d'actions à mener de manière à accentuer graduellement les moyens de pression. En septembre, dans plusieurs universités et cégeps, la stratégie était d'impliquer les étudiants en les faisant signer des pétitions qui pouvaient prendre différentes formes originales, pour, ensuite, faire place à la présentation de ces signatures à l'Assemblée nationale. Par exemple, à l'Université Laval, les étudiants ont signé non pas une feuille de pétition mais plutôt des foulards sur lesquels étaient inscrits leur nom ainsi que le montant de l'endettement. Le but de faire signer des foulards était de les attacher les uns aux autres et de faire un immense cercle autour du parlement. Au même moment, d'autres stratégies ayant la même intention avaient lieu un peu partout dans l'ensemble du Québec.

Suite à ces actions de sensibilisation et de conscientisation et face à la lenteur des négociations entre les leaders étudiants et le gouvernement, le plan d'action prévoyait alors des rassemblements plus importants, afin d'augmenter la visibilité de la lutte. C'est alors qu'ont eu lieu une série de manifestations dont l'une a mobilisé des milliers d'étudiants la même journée à Québec et à Montréal.

Face au refus du gouvernement de revenir sur sa décision, les moyens de pression à la session d'hiver 2005 se sont alors amplifiés. La stratégie ne ciblait plus uniquement les manifestations comme moyen de pression mais plutôt la grève générale illimitée. C'est donc au printemps 2005 que les premières associations ont débuté des grèves générales. Cette stratégie s'est répandue comme une traînée de poudre au Québec et en l'espace de quelques semaines, le nombre d'étudiants en grève a dépassé le cap des 230 000. Simultanément aux grèves, plusieurs actions étaient menées par les étudiants afin de faire valoir leurs revendications. La manifestation monstre qui a eu lieu à la fin mars a couronné l'ensemble de la stratégie et a été en partie responsable d'un aboutissement dans les négociations.

En ce qui concerne la stratégie des adversaires, il faut admettre qu'elle est plutôt difficile à saisir. En fait, la question que plusieurs se posaient pendant la lutte et même après, est de savoir si les adversaires avaient réellement une stratégie ou s'ils réagissaient uniquement à ce qui se déroulait. Car dès le commencement, l'idée de couper dans l'AFÉ était une très mauvaise initiative. Deuxièmement, le gouvernement a tenté de justifier sa décision à plusieurs reprises en essayant de justifier à l'ensemble de la société, mais il s'est rapidement retrouvé en mode défensif plutôt qu'en mode offensif. Le changement ministériel était d'ailleurs une image de cette absence de stratégie puisque le ministre de l'Éducation de l'époque, Pierre Reid, avait perdu tout contrôle de la situation. Globalement, il est donc extrêmement difficile d'y voir une stratégie organisée de la part du gouvernement lors de cette crise.

Les actions mises de l'avant par le mouvement étudiant ne laissaient pas entrevoir qu'elles ont été posées avec le souci de vouloir limiter à tout prix les coûts. Comme il en a été mentionné précédemment, les ressources financières n'étant pas une contrainte majeure, aucun signe n'a laissé présager que des actions moins coûteuses ont été préférées à des actions plus coûteuses si ces dernières risquaient d'avoir un impact plus important. Toujours au niveau des actions, ce qui est très intéressant c'est que plus la lutte prenait de l'ampleur, plus les moyens de pression étaient originaux et plus ils mobilisaient des étudiants. Le fait que plusieurs étudiants étaient en grève permettait à ces derniers d'avoir du temps pour penser, mettre sur pied et organiser des actions originales et à l'image de leurs revendications.

Avec le recul, il est possible d'affirmer que les actions menées tout au long de la lutte ont été, pour la plupart, appropriées au contexte. Il y a bien entendu des actions qui n'ont pas été adéquates, notamment celles où il y a eu de la violence, mais elles sont restées marginales comparativement à tout ce qui a été fait.

4.1.11. La concurrence avec d'autres organisations

Il est difficile de dire s'il y avait des contre-mouvements. En fait, il y avait plutôt des désaccords au sein même du mouvement étudiant, principalement entre les étudiants membres de la FEUQ ou de la FÉCQ et ceux membres de la CASSÉÉ. Malgré ces divergences d'opinions sur les moyens à prendre pour mener la lutte, tous avaient le même adversaire et tous voulaient au moins un retour des investissements dans l'AFÉ. Ainsi, la CASSÉÉ se définissait davantage comme une organisation concurrente qu'un contre-mouvement. La différence majeure entre les deux grands groupes étudiants se situait principalement au niveau de la radicalisation des positions. La FEUQ et la FÉCQ avaient une approche plus modérée et conciliatrice, alors que la CASSÉÉ avait une approche d'affrontement. C'est ce qui explique en partie pourquoi elle a été mise à l'écart de toutes les négociations entre les étudiants et le gouvernement.

5. LE DÉNOUEMENT DE LA LUTTE

De façon globale, la lutte contre les coupures de 103 millions de dollars dans l'aide financière aux études a connu un dénouement positif, malgré le fait qu'elle a engendré d'énormes mobilisations qui ont demandé temps et argent, en plus de creuser un fossé entre le gouvernement et les étudiants. Heureusement pour les étudiants et le gouvernement, le dénouement de la lutte est survenu à un bon moment et a permis un certain retour à la normale à l'intérieur des établissements d'enseignement postsecondaire du Québec.

La lutte a pris fin parce que les étudiants ont obtenu en partie ce qu'ils voulaient mais également parce que le temps jouait contre eux. Puisque la demande des étudiants était un réinvestissement complet des 103 millions dans l'AFÉ et que le gouvernement ne leur a donné qu'un réinvestissement partiel étendu sur plusieurs années, il est évident que les étudiants n'ont pas obtenu la totalité de ce qu'ils réclamaient. Par contre, ils ont obtenu beaucoup plus que ce qui était proposé, soit une coupure de 103 millions de dollars, et beaucoup plus que ce qui a été proposé dans les offres précédentes du ministre Fournier, soit un réinvestissement de 41,5 millions de dollars.

La lutte a également pris fin puisque le temps devenait un ennemi de premier ordre pour les étudiants. Étant donné l'essoufflement du mouvement résultant de plusieurs semaines de grève et à la fin de la session d'hiver, les leaders étudiants devaient absolument conclure une entente avec le ministre de l'Éducation s'ils désiraient obtenir un résultat positif.

L'entente avec le gouvernement s'est conclue suite à un long processus de négociations, qui a permis aux étudiants d'obtenir en partie ce qu'ils désiraient et au gouvernement de corriger en partie l'erreur qu'il avait commise en faisant des coupures dans l'AFÉ.

5.1. L'évaluation de la lutte

L'évaluation de la lutte s'est principalement faite sur des informations provenant des rencontres avec des leaders étudiants et des documents du gouvernement du Québec. L'évaluation de la lutte s'est basée sur deux plans, soit ceux de la répartition et de l'organisation.

5.2. Sur le plan de la répartition

5.2.1. Économique (redistribution)

La condition économique de la base sociale s'est améliorée si l'on considère que le point de départ est le dépôt du budget Séguin comprenant les coupures dans l'AFÉ. Par contre, la situation s'est détériorée si l'on considère que le point de départ est le jour avant le dépôt du budget Séguin. Malgré l'entente qui a été négociée, l'aide financière aux étudiants est inférieure à ce qu'elle était avant le budget Séguin, mais elle demeure toutefois nettement supérieure à ce qu'elle devait être suite au dépôt du budget.

De façon immédiate, la lutte a contribué à la satisfaction des intérêts économiques de la base sociale, mais rien n'indique qu'elle a contribué à des intérêts économiques au-delà de cette base sociale.

5.2.2. Politique (participation)

La lutte a permis aux leaders étudiants d'être beaucoup plus présents sur la scène politique québécoise. La force du mouvement a obligé le gouvernement à prendre les étudiants au sérieux et à entreprendre des négociations avec eux. Par contre, un groupe d'étudiants, la CASSÉÉ, a été laissé de côté, puisqu'il n'acceptait pas de manifester dans un cadre de non-violence et de respect des lois. Leur entêtement à ne pas vouloir cesser leurs actes de violence et à ne pas condamner les actes illégaux perpétrés par leur base, leur a valu la sanction de ne pas participer aux négociations entre la FEUQ, la FÉCQ et le gouvernement.

Pour les deux autres groupes d'étudiants, la FEUQ et la FÉCQ, leur représentation au niveau du gouvernement s'est accrue considérablement au fur et à mesure que la lutte prenait de l'ampleur. La participation grandissante des leaders étudiants aux négociations avec le gouvernement était un résultat de la lutte puisque sans l'énorme mobilisation, aucune action sérieuse de corriger le tir n'aurait été envisagée de la part du ministère de l'Éducation. À la mobilisation, il est également possible d'ajouter le facteur « crédibilité », qui a résulté en une invitation en provenance du gouvernement. Il était impossible pour le gouvernement de nier l'importance du mouvement qui prenait de l'ampleur chaque jour et de la crédibilité que prenait ce dernier auprès de la population.

5.2.3. Idéologique (légitimation)

La reconnaissance des droits de la base sociale, au même titre que la représentation de la base sociale dans les organes de décision, a progressé avec la lutte. La légitimité de la lutte a pris de l'ampleur à mesure que le mouvement lui-même prenait de l'ampleur. Une des raisons de l'énorme mobilisation était en partie due à la légitimité de la lutte, qui a convaincu bon nombre

d'étudiants de s'embarquer dans cette aventure et qui a poussé le gouvernement ainsi que la population à prendre au sérieux les revendications étudiantes.

En faisant parler d'eux constamment dans les médias et en mobilisant une grande partie de l'attention publique, les étudiants ont réussi à se faire reconnaître à la grandeur du Québec et à convaincre la population de la légitimité de leurs démarches. Le succès qu'ils ont obtenu en faisant plier le gouvernement était dû en partie au fait que leurs demandes étaient parfaitement légitimes et que la décision de faire des coupures dans l'AFÉ résultait d'une erreur du gouvernement et non d'un caprice étudiant.

5.2.4. Sur le plan de l'organisation

Afin de bien cerner l'évaluation sur le plan de l'organisation, il sera question de l'autonomie, de la solidarité et de la mobilisation.

- L'autonomie

Un des principaux reproches faits à l'endroit de la force dirigeante était qu'elle s'est éloignée de la base sociale, notamment à la fin de la lutte. Plusieurs associations étudiantes n'ont pas digéré le fait que la FEUQ et la FÉCQ avaient accepté une entente ne redonnant pas en totalité les 103 millions de dollars. Certains qualifiaient cette entente de capitulation et d'entente à rabais. Pour eux, la FEUQ et la FÉCQ n'avaient pas respecté leur mandat d'aller chercher la totalité des coupures. Par contre, il y avait également plusieurs étudiants qui se sont réjouis de l'entente, puisqu'elle mettait enfin un terme à la grève et qu'elle devenait le symbole de l'incapacité du gouvernement Charest de bien diriger la province.

- La solidarité

La solidarité au sein du mouvement étudiant n'a jamais été aussi forte qu'elle ne l'a été lors de la lutte contre les coupures de 103 millions de dollars dans l'AFÉ. À l'image de plusieurs autres aspects de la lutte, la solidarité entre les étudiants s'est développée de façon exponentielle à mesure que la lutte prenait de l'ampleur. En plus de mobiliser des étudiants, la lutte a également mobilisé d'autres groupes sociaux sympathisants à la lutte et également opposés au gouvernement Charest. Les liens de solidarité se sont développés plus rapidement lorsque les grèves sont survenues. Le fait d'être en grève et de porter beaucoup plus d'énergie presque uniquement à la lutte a accentué les relations entre étudiants et créé un sentiment d'appartenance prononcé à la base sociale.

- *La mobilisation*

Le sentiment d'appartenance, comme il vient d'en être question, a certainement favorisé la hausse de la mobilisation étudiante pour la lutte. Malgré un faible relâchement peu avant la conclusion d'une entente, la mobilisation s'est constamment accentuée tout au long de la lutte. Sans revenir sur tous les rassemblements ou activités de mobilisation qui sont survenus lors de la lutte, il est clair que la base sociale s'est approprié la lutte et elle l'a menée comme elle l'entendait, tout en suivant les directions générales provenant de la classe dirigeante.

6. LES PISTES DE RENOUVELLEMENT

Deux problèmes majeurs ressortent plus clairement lorsqu'on analyse la lutte une fois celle-ci terminée. Le premier est le court-circuit de solidarité entre la FEUQ/FÉCQ et la CASSÉÉ et le deuxième est le manque d'anticipation des étudiants face aux stratégies de l'opposant.

Heureusement pour le mouvement étudiant en général, peu d'actes de violence sont survenus lors de la lutte. Par contre, les risques de dérapage étaient constamment présents. L'incapacité du mouvement étudiant de s'unir aurait pu engendrer des gestes beaucoup plus radicaux que ceux qui ont été constatés pendant la lutte et ainsi anéantir les espoirs de voir la lutte se régler. Dans un second temps, le manque d'anticipation des leaders étudiants face aux stratégies du gouvernement a sans doute contribué à rehausser la force de ce dernier lors des négociations finales.

S'il y avait une autre lutte du même genre qui se produisait d'ici quelques années, les pistes de renouvellement qui pourraient être retenues seraient les suivantes. La coalition devrait :

- avoir plus de contrôle sur le déroulement des activités ;
- intégrer davantage les étudiants dès le départ dans la démarche de mobilisation ;
- prendre le temps d'établir des cadres communs ;
- réfléchir sur l'avenir du mouvement ;
- favoriser un plus grand dialogue entre les groupes de la base sociale ;
- accroître la participation des étudiants au mouvement.

Il est évident qu'aucune de ces pistes de renouvellement ne sont faciles à mettre en œuvre, mais elles demeurent néanmoins des repères quant aux objectifs généraux à atteindre lors du déroulement d'une lutte qui pourrait ressembler en partie à celle vécue en 2005.

CONCLUSION

Cette monographie fait suite à une lutte de grande importance qui marquera sans aucun doute l'histoire du mouvement étudiant québécois. Pour en avoir personnellement fait partie en tant qu'étudiant actif et impliqué, je remarque que cette lutte a pris un caractère très émotif, à l'instar de bien d'autres luttes, et que les enjeux sont devenus de plus en plus personnels pour les étudiants. Malgré cela, près d'un an après la fin de cette lutte, les cicatrices restent toujours très présentes et il faudra encore bien du temps pour qu'une telle unité se reproduise de nouveau.

Cette lutte est survenue à un moment de notre histoire où la majorité du monde croyait qu'il n'était plus possible d'unir autant de personnes autour d'une même cause, en raison du désintéressement des jeunes pour le politique et pour l'individualisme croissant marquant notre génération. En l'espace de quelques semaines, ces deux préjugés se sont avérés faux et en ont fait mentir plus d'un sur le désir des étudiants de vouloir améliorer leur sort, celui de leurs collègues et celui des générations futures. En ce moment, la question n'est pas de savoir s'il y aura une prochaine lutte étudiante, mais plutôt de savoir quand elle arrivera et quelles seront les revendications.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLARD, Marie. « Du poisson pourri, disent les cégépiens ». *La Presse* : Actualités, vendredi 2 avril 2004, p. A7.
- ALLARD, Marie. « Appel à la grève générale étudiante ». *La Presse* : Politique, mardi 2 novembre 2004, p. A13.
- BELLEROSE, Patrick. 2005. *Grèves d'antan*. Montréal Campus, Édition Internet.
- BOIVIN, Simon. « Les jeunes libéraux reculent ». *Le Soleil* : La Une, dimanche 21 novembre 2004, p. A1.
- BOUCHER, Philippe. « Non à la réingénierie de l'aide aux études. Les nouvelles mesures affectent l'accessibilité des études postsecondaires pour les plus démunis ». *Le Devoir* : Idées, vendredi 7 mai 2004, p. A9.
- BRETON, Brigitte. « Bienvenue, M. Fournier ». *Le Soleil* : Éditorial, mercredi 23 février 2005, p. A14.
- CAUCHY, Clairandrée et Tommy Chouinard. « Québec échoue à dénouer la crise ». *Le Devoir* : Actualités, mercredi 16 mars 2005, p. A1.
- CAUCHY, Clairandrée et Tommy Chouinard. « Ce n'est qu'un coup d'envoi. Des milliers de manifestants "font la fête" à Charest ». *Le Devoir* : Actualités, jeudi 15 avril 2004, p. A1.
- CHOUINARD, Tommy. « Reid promet de l'aide à 15 % des étudiants bénéficiaires de prêts ». *Le Devoir* : Actualités, jeudi 13 janvier 2005, p. A1.
- CLOUTIER, Patricia. « "Inacceptable", scandent les représentants de la CASSÉE ». *Le Soleil* : Actualités, lundi 4 avril 2005, p. A8.
- CÔTÉ, Émilie. « Des étudiants dénoncent Charest ». *La Presse* : Actualités, lundi 1^{er} novembre 2004, p. A10.
- DUFRESNE, Denis. « Vote de grève serré au Collège ». *La Tribune* : Actualités, vendredi 18 février 2005, p. A5.
- DUTRISAC, Robert et Tommy Chouinard. « Les étudiants claquent la porte du Forum des générations ». *Le Devoir* : Actualités, jeudi 14 octobre 2004, p. A8.
- LAFRANCE, Annie. « La FEUQ cumule les appuis. L'opposition officielle dénonce la diminution de l'enveloppe des prêts et bourses ». *Le Soleil* : Actualités, dimanche 15 août 2004, p. A6.
- LAROCHE, André. « Les collégiens de Sherbrooke proposent la grève ». *La Tribune* : Actualités, vendredi 22 octobre 2004, p. A7.

- LESSARD, Denis et Caroline Touzin. « Des étudiants dénoncent les coupes de 103 millions du gouvernement dans les bourses ». *La Presse* : Politique, jeudi 17 février 2005, p. A11.
- MEUNIER, Hugo et Marie ALLARD. « 230 000 étudiants en grève aujourd'hui ». *La Presse* : Actualités, mercredi 16 mars 2005, p. 16.
- MEUNIER, Hugo. « Grève étudiante : les négociations reprennent ». *Le Nouvelliste* : Actualités, mardi 29 mars 2005, p. 28.
- MEUNIER, Hugo et Denis LESSARD. « Le fossé se creuse davantage entre le gouvernement et les étudiants ». *La Presse* : Nouvelles générales, mardi 22 mars 2005, p. A1.
- MORIN, Annie. « L'endettement étudiant risque d'augmenter ». *Le Soleil* : Actualités, jeudi 1^{er} avril 2004, p. A4.
- OUELLET, Martin. « Contre-proposition des étudiants ». *Le Nouvelliste* : Actualités, vendredi 25 mars 2005, p. 13.
- PC. « Pierre Paradis trouve les coupes injustes ». *Le Quotidien* : Nouvelles générales, jeudi 10 mars 2005, p. 20.
- PC. « Reid fait fi des manifestations ». *Le Quotidien* : Nouvelles générales, jeudi 11 novembre 2004, p. 24.
- RIOUX SOUCY, Louise-Maude. « La ligne dure contre les étudiants ». *Le Devoir* : Actualités, vendredi 4 mars 2005, p. A1
- TOUZIN, Caroline. « Entente de principe entre le gouvernement et les étudiants ». *La Presse* : Actualités, dimanche 3 avril 2005, p. A29.
- TOUZIN, Caroline. « Les cégeps et les universités veulent un dénouement rapide ». *La Presse* : Actualités, samedi 19 mars 2005, p. A8.
- TOUZIN, Caroline. « 25 000 étudiants et collégiens en grève illimitée dès jeudi ». *La Presse* : Nouvelles générales, mardi 22 février 2005, p. A3.